



Revue D.L.T.
Didactique, Linguistique et Traduction
Vol. 03 – N° 01 – 30 juin 2025

La traduction et l'enrichissement des langues : Le défi du développement des langues ivoiriennes

Bamba, Dochienmè Mathieu

Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire
Laboratoire Dynamique des Langues et Discours
(LADYLAD)

bamba.dochienme@ufhb.edu.ci



0009-0003-1948-9053

Pour citer l'article:

Bamba, Dochienmè Mathieu. (2025). La traduction et l'enrichissement des langues: le défi du développement des langues ivoiriennes. **Revue D.L.T. Didactique, Linguistique et Traduction**, 03(01), 160-171.

Reçu: 09/02/2025; **Accepté:** 13/06/2025, **Publié:** 30/06/2025

Distribution électronique par ASJP-CERIST : <https://www.asjp.cerist.dz>



La Revue D.L.T. *Didactique, Linguistique et Traduction* publie sous la licence Creative Commons Attribution-Non Commercial 4.0 International.

Mots clés	Côte d'Ivoire ; richesse linguistique ; traduction ; langues étrangères ; politique linguistique
Résumé	
La Côte d'Ivoire compte une soixantaine de langues locales. En dépit de cette richesse linguistique, le français est la seule langue officielle, pire, les langues ivoiriennes n'ont aucun statut juridique. Par ailleurs, elles ne sont pas enseignées dans les écoles et universités, contrairement à l'anglais, l'espagnol, l'allemand et le portugais qui sont pris en compte dans les programmes scolaires et/ou universitaires. Les causes d'une telle situation sont à rechercher dans la colonisation française du pays, mais aussi dans le désintéressement des instances politiques vis-à-vis de ces langues. Notre réflexion positionne la traduction comme un moyen de développement des langues locales ivoiriennes, en leur permettant d'exporter la culture qu'elles renferment et de s'enrichir en côtoyant d'autres langues étrangères. Le développement des langues ivoiriennes pourrait être impulsé, en plus de la traduction, par une politique linguistique qui les valoriserait.	

Title: subtitle	Translation and language enrichment: the challenge of developing Ivorian languages
Keywords	Côte d'Ivoire; linguistic wealth; translation; foreign languages; language policy
Abstract	
Côte d'Ivoire boasts impressive linguistic diversity, with approximately sixty local languages enriching its cultural tapestry. Despite this, French remains the sole official language, and Ivorian indigenous languages lack any legal standing. This disparity extends to education, where local languages are absent from school and university curricula, unlike foreign languages such as English, Spanish, German, and Portuguese, which are readily integrated. This situation stems from Côte d'Ivoire's colonial past under French rule. This ongoing marginalization significantly impacts the nation's cultural heritage and identity. Our analysis suggests that translation offers a powerful and practical way to develop and revitalize Ivorian local languages. Translation is not just about converting words; it's a dynamic process of cultural exchange and intellectual growth. Through translation, Ivorian languages can overcome their current limitations and engage globally. This process allows them to export their rich cultural narratives, oral traditions, indigenous knowledge, and literary expressions to a wider international audience. This cultural outflow would not only enhance international understanding and appreciation of Ivorian heritage but also establish these languages as legitimate and valuable forms of communication worldwide. Conversely, translation also enables the import of diverse knowledge and perspectives, enriching Ivorian languages through interaction with foreign tongues. Translating scientific texts, literary works, technological advancements, or philosophical treatises into Ivorian languages would require developing new vocabulary, concepts, and linguistic structures. This evolution would enhance their expressive capacity and adaptability, allowing them to articulate modern ideas and participate in contemporary discourse. Furthermore, the development of Ivorian languages through translation could be greatly supported by a comprehensive and proactive linguistic policy. Such a policy would move beyond the current passive approach to actively valorize these languages, recognizing their inherent worth and strategic importance. This valorization could involve several key actions. First, it would grant legal status to a selection of the most widely spoken or culturally significant Ivorian languages, providing official recognition and protection. This legal framework would enable their integration into various societal domains. Second, a robust linguistic policy would require integrating Ivorian languages into the formal education system. This could start with pilot programs in primary schools and gradually extend to higher education, allowing students to learn in and about their mother tongues. This would not only enhance cognitive development and academic performance but also foster pride and connection to their linguistic heritage. This integration would include developing curricula, teaching materials, and training programs specifically for Ivorian languages. Third, the policy should support the establishment of language academies and research centers dedicated to the study, documentation, standardization, and promotion of Ivorian languages. These institutions	

would be crucial for linguistic research, dictionary compilation, grammar development, and creating orthographies. Finally, an effective linguistic policy would promote the use of Ivorian languages in public life, including media, administration, and cultural events. This could mean broadcasting news and public information in local languages, encouraging their use in local governance, and supporting artistic and theatrical productions in indigenous tongues. Such measures would normalize and elevate the status of these languages, ensuring their continued vitality and relevance in contemporary Ivorian society. In conclusion, while Côte d'Ivoire's colonial past and current political indifference have marginalized its local languages, translation is a powerful tool for their development and global recognition. Combined with a comprehensive, proactive linguistic policy that actively valorizes these languages, Côte d'Ivoire can transform its linguistic diversity into a unique asset, fostering cultural pride, intellectual enrichment, and a more inclusive national identity. The time has come to unleash the vast potential within Côte d'Ivoire's indigenous tongues, allowing them to thrive and contribute fully to the nation's cultural and intellectual landscape.

1. Introduction

La Côte d'Ivoire compte une soixantaine de langues locales, qui en font un pays multilingue. Cependant, l'État ivoirien semble se désintéresser de cette richesse linguistique, puisque le français est la seule langue qui bénéficie d'un statut dans la Constitution ivoirienne. Par ailleurs, la traduction est connue pour être un moyen d'enrichissement des langues. À ce sujet, il faut observer que, en ce qui concerne les langues locales en Côte d'Ivoire, elle se limite au seul cadre national. En effet, à la différence d'autres pays africains, comme le Cameroun et le Nigéria, la traduction dans les langues ivoiriennes est encore à un stade initial. De ce fait, dans le processus traductif, elles ne peuvent jouer qu'un seul rôle : celui de langue-cible, c'est-à-dire langue réceptrice. Dans cette situation, ce sont des langues qui ont une fonction passive, d'autant plus qu'elles ne peuvent que consommer les produits culturels du français, langue-source à partir de laquelle on traduit vers les langues ivoiriennes. De notre point de vue, cela offre très peu de possibilités aux langues vernaculaires de la Côte d'Ivoire d'exporter la culture dudit pays et surtout de s'imposer face aux langues étrangères, comme le sous-entend le contexte de la mondialisation. D'où la problématique suivante : les langues locales ivoiriennes peuvent-elles se développer, si elles ne font pas l'objet de traduction dans des langues internationales ? Quelle est la politique linguistique ivoirienne et quelle place les langues vernaculaires y occupent-elles ? Quel est le degré d'implication desdites langues dans la traduction-interprétation en Côte d'Ivoire ?

Cette contribution met en exergue la politique linguistique tournée vers le développement des langues occidentales, plutôt que les langues locales en Côte d'Ivoire. Pourtant, il faut noter qu'il existe des bases didactiques pour la description de ces langues. Aussi, existe-t-il des initiatives de traduction dans les langues locales ivoiriennes. Pour ces raisons, ce texte est un plaidoyer pour une politique linguistique en faveur de leur intégration par des actions politiques, sociales et éducatives. Ainsi, cette étude s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle : le développement des langues ivoiriennes, par le biais de la traduction, est mis à mal par le statut marginal et accessoire qui leur est attribué comparativement aux langues étrangères de certains pays industrialisés. De plus, la politique linguistique ivoirienne dessert les intérêts desdites langues locales. Nous supposons, également, que ces langues jouent un rôle minoritaire dans les processus de traduction en Côte d'Ivoire. Cet article vise, pour ce faire, plusieurs. En premier lieu, il s'agit de mettre en lumière l'importance de la traduction dans le processus de valorisation et d'exportation des langues objet de l'analyse. En second lieu, il a pour but de mettre en évidence l'influence de la politique linguistique de l'État ivoirien sur le statut et le

développement des langues locales. Enfin, s'agit-il aussi de démontrer le potentiel dont disposent les langues ivoiriennes à l'instar des autres langues écrites et traduites.

L'étude se structurera autour de deux axes principaux. D'abord, nous nous intéresserons à la politique linguistique en vigueur en Côte d'Ivoire, avant de traiter, dans un second temps, les défis auxquels fait face la traduction dans les langues nationales et de faire des recommandations sur la question.

2. La politique linguistique en Côte d'Ivoire : un déséquilibre persistant entre héritage colonial et impératifs de développement

La politique linguistique de la Côte d'Ivoire est le reflet d'une histoire complexe, où l'héritage colonial français continue de peser lourdement sur le statut et l'usage des langues nationales. Cette dynamique crée un déséquilibre notable : alors que le français jouit d'une position hégémonique, et que l'apprentissage d'autres langues étrangères est encouragé, les langues endogènes peinent à trouver leur place et à être valorisées. Cette section explore les racines de ce désaveu des langues locales et examine le paradoxe de la promotion des langues étrangères au détriment des langues nationales.

2.1. Un héritage de dédain : la marginalisation des langues nationales

Le désintérêt pour les langues locales en Côte d'Ivoire est un héritage direct de la période coloniale. L'administration française a, en effet, imposé le français comme unique langue de communication, reléguant au second plan les idiomes autochtones. Delafosse (1904, p. 264), cité par Boutin & Kouadio (2013, p.123), illustre cette idéologie en affirmant que « les langues africaines sont "d'une simplicité rudimentaire et d'une logique presque toujours absolue" alors que le français est "raffiné et illogique" ». Cette perception a jeté les bases d'une hiérarchie linguistique.

La primauté du français fut consacrée par la Constitution de la première République ivoirienne, promulguée par la loi n°60-356 du 3 novembre 1960, qui le désigna comme langue officielle (Boutin & Kouadio, 2013, p.125). Ce choix fut opéré malgré la richesse et la diversité des langues locales du pays, que nous percevons comme un véritable désaveu du patrimoine linguistique national. La décision s'expliquait, en partie, par la volonté de satisfaire une impérieuse nécessité d'unité nationale, les autorités percevant la diversité linguistique comme une potentielle source de division. Par ailleurs, l'adoption d'une langue unique dans les sphères éducative et administrative était jugée plus économique pour le gouvernement. Il est également perceptible, bien que non explicitement avoué, que les instances décisionnelles étaient animées par une hypothétique « recherche d'une égalité entre Européens et autochtones » (Boutin & Kouadio, 2013, p.213) via une maîtrise rigoureuse de cette langue indo-européenne.

Pour ces motifs, les langues locales ont été systématiquement rejetées par les institutions politiques ivoiriennes. Ce statut n'a d'ailleurs pas évolué avec les constitutions de la deuxième et de la troisième République. Ce reniement est d'autant plus manifeste que de nombreux chercheurs ivoiriens ont démontré la faisabilité de s'appuyer sur les ressources linguistiques endogènes pour un développement inclusif et participatif de la société. Des langues telles que « le baoulé (Kwa), le bété (Kru), le senoufo (Gur) et le dioula (Mandé) » (N'zi & Dodo, 2018, p.51) auraient pu bénéficier d'une reconnaissance officielle, en complément du français, au vu de leur représentativité en termes de nombre de locuteurs au sein de la société ivoirienne (Wikipédia, 2024).

Dans une perspective historique, les langues locales furent proscrites des espaces éducatifs et administratifs ivoiriens. Leur emploi à l'école, notamment dans les années 1980, était sanctionné par des pratiques humiliantes. Le supposé « coupable linguistique

» devait ainsi porter au cou un collier infamant appelé le « symbole » (Vahou, 2021, p.60). Cette pratique, qui a significativement contribué à la marginalisation des langues africaines, est décrite comme suit :

[...] Les enseignants avaient le souci de faire parler le français aux élèves que ce soit en classe ou dans la cour de récréation. À la place de la chicotte, ils avaient trouvé comme moyen de pression le port du « symbole » à tout élève qui parlait une langue locale [...]. [Le] symbole peut être le crâne d'un mouton, des pattes d'animaux, des os... un truc sale et dégoûtant en général. Ce symbole qu'il portait lui permettait d'être reconnaissable par tout le monde. Le porteur l'avait sur lui et rentrait avec pour le ramener le lendemain à l'école. Il le gardait tant qu'il ne trouvait personne d'autre à qui le passer. (Ouédraogo, 2014).

2.2. L'inertie de la politique linguistique étatique : bilan et répercussions

Malgré des initiatives sporadiques, la politique linguistique de la Côte d'Ivoire envers les langues vernaculaires reste une « politique par défaut ». Ces langues ne jouissent d'aucun statut officiel et sont absentes des institutions publiques. Les différentes Constitutions ivoiriennes ne les mentionnent que superficiellement, s'engageant à leur promotion sans prévoir d'actes politiques précis pour leur conférer un statut juridique. Cette impartialité et inactivité de la loi ivoirienne contrastent avec la légitimation accordée au français en tant que langue officielle, confirmant le caractère « exoglossique monolingue » de cette politique (N'zi et Dodo, 2018, p.54-55).

Historiquement, des efforts pour intégrer les langues locales dans le système scolaire ont été déployés. L'Institut de linguistique appliquée (ILA), créé en 1966, avait pour mission de mener des études en vue de cette intégration (Kube, 2005, p.79). Lafage (1996, p.589) note que ces projets, comme l'enseignement bilingue français-dioula ou français-sénoufo à Kolia en 1996-1997 (N'zi et Dodo, 2018, p.57) ou le « Projet d'école intégrée » de 2001 à 2004 incluant dix langues nationales (Kouadio, 2001, p.196), ont suscité de grands espoirs. L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a également soutenu cette démarche via le projet « École et Langues nationales en Afrique » (ELAN-Afrique). Malheureusement, ces initiatives n'ont pas rencontré le succès escompté.

En raison de ces échecs répétés, Adopo (2021, p.133) conclut que la Côte d'Ivoire fait face à une crise linguistique concernant l'usage correct du français. La coexistence du français normé avec des variétés comme le nouchi, bien qu'il représente une identité culturelle significative, conduit à une certaine récalcitrance des apprenants vis-à-vis du bon usage de la langue :

Le français en Côte d'Ivoire a le statut privilégié de langue officielle. À côté des autres langues locales concurrentes, il est la plus parlée. L'école en assure la diffusion et la pérennité. Elle enseigne les règles de base et veille à son emploi rigoureux. Toutes les déviations sont sanctionnées. En principe, les productions des apprenants ne devraient pas s'éloigner de l'usage exigé, étant entendu que les performances scolaires en sont tributaires. La réalité est tout le contraire, au point où l'on est en droit de parler de crise du bon usage. Ici, il est surtout question d'entorses à l'orthographe et à la syntaxe des phrases. À tous les niveaux d'enseignement (de l'école primaire à l'université), les productions écrites ou orales des élèves offrent des cas surprenants de non-respect de la norme du français standard. (Adopo, 2021, p.133)

Ce constat renforce l'urgence de repenser la place des langues nationales, non pas en opposition au français, mais comme des partenaires essentiels à un développement

linguistique harmonieux et à une meilleure maîtrise de toutes les langues utilisées sur le territoire.

2.3. Le paradoxe de la promotion des langues étrangères

À l'opposé du traitement réservé à ses langues nationales, la Côte d'Ivoire a activement favorisé l'essor des langues étrangères, particulièrement celles des pays développés. Cette orientation est manifeste dans le choix du français comme langue officielle depuis l'indépendance. La langue de l'ancien colonisateur a été imposée dès lors, pour des raisons à la fois financières et géopolitiques, comme l'explique Kouamé (2012, p.6) :

Lorsqu'il accède à l'indépendance le 7 août 1960, l'État de Côte d'Ivoire choisit le français comme langue officielle. Cette langue doit permettre à ce jeune État d'opérer son ouverture sur le plan international et d'amorcer son développement. Le français va alors se déployer et se propager dans toutes les sphères de la vie publique. (Kouamé, 2012, p.6)

Pour mettre en œuvre cette résolution, le français est devenu la seule langue utilisée dans l'administration et le secteur éducatif. Par ce biais, la Côte d'Ivoire a tissé des relations privilégiées avec la France, tant sur le plan diplomatique que financier. La Direction générale du Trésor (2024) révèle que la France est un investisseur majeur en Côte d'Ivoire, avec un stock d'investissements directs étrangers dépassant les trois milliards d'euros en 2021, ce qui en fait le premier investisseur pour le pays. Des secteurs clés comme l'industrie, les transports, l'hôtellerie, les télécommunications et l'audiovisuel bénéficient d'environ cent soixante millions d'euros par an.

En adoptant le français comme langue officielle d'excellence, la Côte d'Ivoire s'est également engagée dans un modèle de développement économique calqué sur le modèle français. Kotchy (1993), cité par Chevassu (1997, p.62), déplorait que « les autorités chargées du développement n'aient pas su opérer, dès l'avènement des indépendances africaines, une rupture nécessaire d'avec le système économique colonial ». Parallèlement, le système scolaire et universitaire accorde une place prépondérante à des langues comme l'anglais, l'allemand et l'espagnol, qui sont intégrées, de façon générale, dans l'enseignement dès le second degré. Le portugais est également enseigné à l'Université, offrant la possibilité d'obtenir des diplômes de licence, master ou doctorat.

Au-delà de ces langues désormais bien ancrées dans le paysage linguistique ivoirien, d'autres langues étrangères sont dorénavant enseignées dans les universités, notamment à l'Université Félix Houphouët-Boigny. C'est le cas du turc, introduit grâce aux actions de « la Fondation Maarif de Türkiye » (Türkiye Maarif Vakfı, 2024).

Ces langues sont indubitablement importantes pour la Côte d'Ivoire, car elles lui assurent une ouverture diplomatique, culturelle et économique à l'échelle internationale. Cependant, il est impératif que l'État ivoirien reconnaisse la possibilité, voire le devoir, d'orienter sa politique linguistique vers les langues locales. Une telle démarche permettrait de réduire une dépendance exclusive envers l'étranger en matière de développement sociolinguistique. Si les Ivoiriens sont capables d'apprendre des langues occidentales, et même orientales, ils seraient à plus forte raison enclins à maîtriser leurs langues locales, qui constituent le fondement de leur culture. C'est à juste titre que nous rappelons cette maxime de Nelson Mandela : « si vous parlez à un homme dans une langue qu'il comprend, vous parlez à sa tête. Si vous lui parlez dans sa langue, vous parlez à son cœur » (Elmontesorri, 2024).

3. La traduction comme vecteur d'émancipation et de développement des langues nationales

Cette section s'attache à démontrer comment la traduction, loin d'être une simple opération linguistique, peut constituer un levier stratégique et un catalyseur essentiel pour l'émancipation et le développement des langues nationales en Côte d'Ivoire. Nous explorerons les fondements théoriques de l'égalité linguistique, avant de détailler la planification linguistique déficiente du pays et, enfin, de mettre en lumière le potentiel transformateur de la traduction.

3.1. *L'égalité linguistique et le déni en Côte d'Ivoire*

La question de la valeur intrinsèque des langues est fondamentale pour appréhender leur statut et leur potentiel de développement. D'un point de vue strictement linguistique, il est impératif de souligner que toutes les langues du monde possèdent une valeur équivalente. Elles partagent des propriétés fondamentales : une composition de sons vocaliques et consonantiques, des règles d'association pour former syllabes et mots, et des normes syntaxiques permettant la création de locutions et de phrases capables de décrire n'importe quelle situation réelle. Par conséquent, l'idée selon laquelle les langues africaines en général, et ivoiriennes en particulier, seraient intrinsèquement différentes ou inférieures à celles des pays industrialisés est scientifiquement infondée.

Pourtant, cette prétendue hiérarchie a engendré une discrimination linguistique manifeste en Côte d'Ivoire. Les langues locales y sont malheureusement trop souvent perçues comme inférieures aux langues européennes. Kouamé (2012, p.7) critique avec justesse le manque de « courage et d'ingéniosité » des dirigeants postindépendance à rompre avec la trajectoire coloniale en matière de traitement des langues. Cette inertie a relégué la culture endogène et ses idiomes en marge du projet de construction nationale, tandis que les langues occidentales servaient de fondement à l'identité socioculturelle et linguistique du pays.

Le prestige voué aux langues dites modernes au détriment des langues locales est une construction idéologique. La « discrimination linguistique » se manifeste par des attitudes fondées sur l'idée que les langues peuvent être classées et que certaines sont supérieures à d'autres. Or, il n'existe aucune justification scientifique à de telles classifications ; aucune caractéristique linguistique ne rend une langue intrinsèquement meilleure ou pire qu'une autre. Il est donc linguistiquement erroné de qualifier les langues européennes de "langues" et les langues locales de "dialectes" ou de "patois". Pour rappel, les dialectes sont les variantes régionales d'une même langue, à l'image du français ou de l'italien qui dérivent du latin. Cette désignation des langues ivoiriennes comme des dialectes, par opposition aux langues des pays développés, relève purement du mépris. Ces comparaisons qui rabaisent les langues africaines en "sous-langues" sont ancrées dans des bases idéologiques visant à promouvoir les langues d'États engagés dans des processus néocoloniaux. En somme, le sous-développement des langues ivoiriennes ne procède pas d'une insuffisance inhérente à ces langues. Elles sont l'égal du français, du turc ou de l'espagnol et pourraient connaître un rayonnement similaire si l'État ivoirien mettait en œuvre des actions politiques, institutionnelles et sociales concrètes pour les développer.

Face à l'absence de soutien institutionnel suffisant pour le développement des langues nationales, la traduction se positionne comme un instrument puissant pour stimuler leur dynamisme et leur reconnaissance. Les principes inhérents à la langue en tant que phénomène social justifient un optimisme certain. Aucune langue ne peut prospérer si elle reste isolée ; un manque de contact avec l'extérieur conduit

inévitablement à son implosion et à sa disparition, à l'image du latin face à l'émergence des langues romanes au Moyen Âge.

3.2. Le potentiel illimité de la traduction et l'enrichissement terminologique

La conviction de Taber & Nida (1971, p.3), selon laquelle « *toute idée qui peut s'exprimer dans une langue peut s'exprimer dans une autre langue* », revêt une importance capitale. Cela implique que les langues ivoiriennes possèdent le potentiel intrinsèque d'exprimer les réalités complexes et les concepts avancés des langues des pays à la pointe de la technologie. Le contact régulier entre les langues ivoiriennes et la culture d'autres peuples, en tant que langue officielle, peut, *ipso facto*, éclairer les premières et stimuler leur progression à travers des phénomènes de translation linguistique.

Pour que les langues ivoiriennes connaissent un véritable essor, une mobilisation concertée des professionnels ivoiriens de la langue est cruciale. Les universitaires, linguistes, traducteurs et interprètes doivent organiser activement des colloques et des activités scientifiques où la communication dans ces langues est non seulement permise, mais encouragée. Cette ouverture est essentielle pour enrichir la terminologie des langues nationales, leur permettant d'exprimer les concepts internationalement reconnus. García Yebra (1985, p.20) cite à ce propos le théologien allemand Schleiermacher, qui souligne la nécessité du contact pour le développement linguistique :

Del mismo modo que acaso ha sido preciso traer y cultivar aquí [en Alemania] muchas plantas extranjeras para que nuestro suelo se hiciera más rico y fecundo, y nuestro clima más agradable y suave, así también notamos que nuestra lengua, porque nosotros mismos, a causa de la pesadez nórdica, la movemos demasiado poco, sólo puede florecer y desarrollar plenamente su propia fuerza a través de los más variados contactos con el extranjero¹.

3.3. La traduction comme outil de standardisation et de légitimation

Au-delà de l'enrichissement lexical, la traduction offre plusieurs voies concrètes et essentielles au développement des langues nationales. La standardisation et la codification, par exemple, sont directement favorisées par la traduction de textes de référence – qu'il s'agisse de littérature ou de documents techniques – vers les langues autochtones. Ce processus exige un travail rigoureux de formalisation grammaticale et lexicale, fondamental pour l'élaboration de corpus écrits stables et la production de matériel pédagogique structuré. Par ailleurs, la traduction est un levier indispensable à la création de terminologies spécialisées. En transposant des concepts scientifiques, technologiques, économiques et juridiques, elle permet de développer des vocabulaires précis dans les langues nationales, les rendant ainsi aptes à devenir des langues d'enseignement supérieur, de recherche et d'administration. Ce phénomène de visibilisation des langues locales est expliqué par Venuti (1995, p.20), quand il oppose domestication et extranéisation. Pour lui, l'extranéisation signifie une volonté de rompre les codes culturels de la langue-cible. C'est une méthode de traduction pourrait être employée par les traducteurs afin d'exporter les langues et cultures ivoiriennes :

Admitting (with qualifications like «as much as possible») that translation can never be completely adequate to the foreign text, Schleiermacher allowed the translator to choose between a domestication method, an ethnocentric reduction of

¹ De la même manière qu'il a peut-être été nécessaire d'importer et de cultiver ici [en Allemagne] de nombreuses plantes étrangères pour que notre sol devienne plus riche et fertile, et notre climat plus agréable et doux, nous constatons également que notre langue, parce que nous-mêmes, en raison de la lourdeur nordique, la cultivons trop peu, ne peut fleurir et développer pleinement sa propre force que par les contacts les plus variés avec l'étranger (Notre traduction).

*foreign text to target-language cultural values, bringing the author back home, and o foreignizing method, an ethnodeviant pressure on those values to register the linguistic and cultural difference of the foreign text, sending the reader abroad*² (Venuti, 1995, p.20).

La traduction contribue ainsi à l'accroissement de la visibilité et du prestige des langues locales. La traduction d'œuvres littéraires ivoiriennes (assez représentatives des langues et cultures locales) vers d'autres langues, et inversement, expose ces idiomes à un public mondial, ce qui rehausse leur reconnaissance et leur valeur. De la même manière, la disponibilité en langues nationales de contenus scientifiques ou éducatifs d'envergure internationale légitime leur rôle en tant que véhicules du savoir contemporain. En outre, elle est un puissant outil de renforcement de l'identité culturelle. En rendant accessibles des connaissances et des œuvres diverses dans les langues nationales, la traduction ancre la culture ivoirienne dans un contexte globalisé, sans dilution de son essence. Elle offre dès lors la possibilité de dialoguer avec le monde tout en affirmant sa propre spécificité linguistique. Enfin, la traduction facilite considérablement l'alphabétisation et l'éducation. L'accès à des supports écrits dans la langue maternelle améliore de manière significative les taux d'alphabétisation et l'efficacité pédagogique, particulièrement au niveau primaire, en s'appuyant sur les compétences linguistiques déjà maîtrisées par les apprenants.

3.4. L'exemple du nouchi et le rôle des universitaires

Actuellement, la Côte d'Ivoire bénéficie des travaux de recherche menés sur les langues locales, notamment ceux de l'Institut des langues appliquées (ILA) de l'Université Félix Houphouët-Boigny. Ces travaux décrivent et codifient les langues nationales du pays, les préparant ainsi à une future institutionnalisation. Le Professeur Kouadio (2001) a d'ailleurs déploré la sous-utilisation de ces langues dans les espaces officiels ivoiriens. Face à cette "planification inassumée" de nos langues par l'appareil étatique, il est impératif que les universitaires prennent l'initiative de les pratiquer activement dans leurs activités scientifiques. L'exemple de l'imposition fulgurante du nouchi – français populaire ivoirien résultant de l'assemblage de plusieurs langues indo-européennes et nigéro-congolaises – est édifiant. Des mots comme « s'enjailler » et « boucantier », originaires du nouchi, ont été intégrés aux dictionnaires français (Kouadio, 2019, p.23). Cette consécration du nouchi comme langue véhiculaire en Côte d'Ivoire, sans une volonté politique initiale, démontre l'impact de l'implication des universitaires dans sa pratique. Face à l'urgence du développement des langues locales, leur action peut initier des contacts fructueux avec d'autres langues internationales, générant ainsi de riches phénomènes traductifs. García Yebra (1985, p.19-20) illustre avec brio la capacité de la traduction à développer les langues peu connues, un principe cher à Wilhelm von Humboldt :

La maravillosa cualidad de las lenguas es que todas, al principio se limitan al uso corriente de la vida, pero luego pueden, hasta el infinito, ser elevadas por el espíritu de la nación que las trabaja a usos cada vez altos y cada vez más variados. No es demasiado atrevido afirmar que, en cada una, incluso en las hablas de pueblos muy rudos que no conocemos suficientemente [...], puede expresarse todo, lo más alto y lo más profundo, lo más fuerte y lo más delicado. Pero estos tonos

² Admettant (avec des réserves telles que « autant que possible ») que la traduction ne peut jamais être totalement adaptée au texte étranger, Schleiermacher a permis au traducteur de choisir entre une méthode de domestication, une réduction ethnocentrique du texte étranger aux valeurs culturelles de la langue cible, ramenant l'auteur chez lui, et une méthode d'extranéisation, une pression ethnodéviante sur ces valeurs pour enregistrer la différence linguistique et culturelle du texte étranger, envoyant le lecteur à l'étranger (Notre traduction).

*dormitan, como en un instrumento no pulsado, hasta que la nación aprende a despertarlos.*³

En conclusion, la traduction n'est pas seulement un pont entre les langues ; elle est un moteur de développement, un instrument de valorisation et une clé pour l'éveil des "tons dormants" des langues nationales ivoiriennes. En investissant stratégiquement dans ce domaine, la Côte d'Ivoire peut transformer son paysage linguistique, faisant de sa diversité une force et un atout majeur pour un développement inclusif et autonome.

3.5. Au-delà des mots : comment la traduction stimule-t-elle le développement des langues de Côte d'Ivoire

La traduction ne se limite pas à un simple transfert de sens ; elle est un puissant catalyseur pour l'enrichissement et le développement des langues, en particulier celles qui ne jouissent pas encore d'un statut international ou d'une hégémonie. L'histoire linguistique regorge d'exemples où des langues, autrefois minoritaires ou régionales, ont connu une expansion et une standardisation remarquables grâce à un investissement stratégique dans la traduction. Le latin, langue du vaste Empire romain, a servi de socle pour l'émergence des langues romanes (français, italien, espagnol, portugais, roumain) en traduisant et en diffusant des connaissances diverses. Plus tard, le grec ancien, par la traduction de ses textes philosophiques et scientifiques vers l'arabe, a permis l'épanouissement de la civilisation islamique, qui à son tour a traduit ces savoirs vers le latin médiéval, contribuant à la Renaissance européenne. Plus près de nous, l'allemand, initialement fragmenté en de multiples dialectes, a vu sa standardisation et son rayonnement s'accélérer grâce à la traduction de la Bible par Martin Luther, unifiant ainsi la langue écrite et ouvrant la voie à son développement littéraire et scientifique. De même, le japonais, le coréen ou encore le chinois, ont massivement traduit des œuvres scientifiques et techniques occidentales, ce qui a permis de moderniser leurs vocabulaires et de les adapter aux réalités contemporaines, sans pour autant sacrifier leur identité linguistique.

Ces exemples historiques illustrent comment la traduction agit sur plusieurs aspects fondamentaux de la langue. Elle permet notamment l'enrichissement lexical et terminologique. La traduction de concepts nouveaux, qu'ils soient scientifiques, techniques, économiques, philosophiques ou juridiques, force la création de néologismes, l'adaptation de mots existants ou l'emprunt de termes, enrichissant ainsi le vocabulaire de la langue cible. C'est particulièrement crucial pour les langues ivoiriennes, qui nécessitent de développer des terminologies précises pour exprimer les réalités du monde contemporain. La traduction favorise également la standardisation et la codification. Le processus de traduction de textes de référence (littérature, documents administratifs, œuvres scientifiques) vers les langues locales exige une formalisation grammaticale et lexicale rigoureuse. Cette exigence est fondamentale pour l'élaboration de corpus écrits stables, la production de matériel pédagogique et la fixation de règles linguistiques, conditions sine qua non à leur enseignement et à leur diffusion à grande échelle. De plus, elle contribue à la structuration syntaxique et stylistique. La confrontation avec des structures de phrases et des styles d'écriture différents issus des langues sources peut inspirer de nouvelles manières d'organiser la pensée et l'expression dans la langue cible,

³ Ce que les langues ont d'extraordinaire est que, au début, elles toutes se limitent à un usage courant de la vie ; mais ensuite, elles peuvent être élevées, à l'infini, par l'esprit de la nation qui les travaille à des usages de plus en plus sophistiqués et variés. L'on peut affirmer sans réserve que dans chacune d'elles, même dans les parlers de peuples très grossiers que nous ne connaissons pas suffisamment [...], tout peut être exprimé, le plus complexe et le plus simple, le plus fort et le plus délicat. Mais ces tonalités sommeillent, comme dans un instrument non utilisé, jusqu'à ce que la nation apprenne à les éveiller (Notre traduction).

affinant sa capacité à articuler des idées complexes et abstraites. Enfin, la traduction conduit à un accroissement de la visibilité et du prestige. La disponibilité d'œuvres littéraires, scientifiques ou éducatives majeures en langues nationales légitime leur rôle en tant que véhicules du savoir contemporain. Inversement, la traduction d'œuvres ivoiriennes vers les langues internationales expose les cultures et idiomes locaux à un public mondial, rehaussant leur reconnaissance et leur valeur.

Pour que les langues ivoiriennes attirent un auditoire international et s'affranchissent de leur rôle de simples réceptrices de culture, il est impératif qu'elles deviennent elles-mêmes des porteuses initiales de messages et de savoirs. Cela implique de privilégier la traduction des connaissances endogènes riches et spécifiques à la Côte d'Ivoire vers les langues internationales. Il s'agit notamment des savoirs traditionnels et du patrimoine culturel, incluant contes, légendes, pharmacopée traditionnelle, philosophies ancestrales, art et artisanat, qui constituent une richesse inestimable et sont d'un grand intérêt pour la recherche et le public international. Il est également essentiel de traduire et de diffuser les recherches scientifiques locales menées par les universitaires et chercheurs ivoiriens sur des sujets comme la biodiversité, les sciences sociales, l'histoire, la linguistique locale ou l'économie du développement en Afrique. La création littéraire et artistique contemporaine, qu'il s'agisse de romans, poésie, pièces de théâtre, scénarios de films ou paroles de chansons ivoiriennes reflétant la société actuelle, doit aussi être valorisée par la traduction. Enfin, les expertises techniques et les innovations locales, comme les méthodes agricoles spécifiques ou les avancées dans le domaine de l'économie informelle, représentent des connaissances à partager. En promouvant la traduction de ces savoirs intrinsèquement ivoiriens, les langues nationales de Côte d'Ivoire cesseront d'être perçues uniquement comme des langues de réception pour devenir des langues de production culturelle et intellectuelle, renforçant ainsi leur légitimité et leur attractivité sur la scène internationale.

Conclusion et recommandations

Notre étude nous a permis d'analyser l'implication de l'État ivoirien dans le développement des langues nationales. Nous avons mis en évidence le type de politique que la Côte d'Ivoire pratique pour réguler l'utilisation des langues sur l'ensemble du territoire. La traduction a, finalement, été mise en perspective comme une solution pour la promotion des langues locales ivoiriennes.

Force est de constater que la politique linguistique de la Côte d'Ivoire, fruit de la colonisation et de la mondialisation, privilégie l'usage et l'apprentissage des langues occidentales, ce qui est de nature à étouffer le développement des langues autochtones. Si cette triste réalité a longtemps été justifiée par des raisons économiques, diplomatiques et d'unification linguistique, nous y voyons également un véritable manque de volonté de la part des décideurs politiques. Les langues locales qui se retrouvent donc exclues des hautes sphères, et même de plusieurs cadres sociaux, sont réduites à un rôle largement accessoire.

S'il faut déplorer le manque de dynamisme des efforts gouvernementaux en vue de l'institutionnalisation de ces langues, l'étude révèle, cependant, que la recherche scientifique représente une partie de la solution. En réalité, l'expansion du nouchi en constitue un exemple palpable. Pour fomentier l'épanouissement des langues ivoiriennes, il faut alors promouvoir l'utilisation de celles-ci dans des contextes plus variés, afin que la traduction puisse pleinement jouer son rôle dans ce processus de développement. L'usage de nos langues à l'occasion de rencontres scientifiques, dans les activités de recherche permettrait de cultiver ces dernières, afin qu'elles s'enrichissent. Nous

préconisons, en outre, une plus grande implication des traducteurs pour que ces langues s'intègrent pleinement au marché. Pour tout dire, étant donné que toutes les langues ont le même potentiel de croissance, la traduction implicite est celle qui est la plus à même de stimuler ce potentiel latent chez les langues négro-africaines. Il n'est donc pas erroné de dire que pour passer d'un rôle minoritaire à une place prépondérante dans le processus de traduction, il faudrait aussi que les langues ivoiriennes soient les porteuses initiales du message ou des savoirs à communiquer, et cessent de n'être que des langues réceptrices de culture.

En définitive, le développement et l'émancipation des langues nationales en Côte d'Ivoire ne sont pas une utopie, mais une perspective réalisable à travers une stratégie linguistique proactive et l'intégration de la traduction comme pilier central. C'est en reconnaissant la valeur intrinsèque de chaque idiome, en favorisant leur usage dans toutes les sphères de la vie publique et scientifique, et en les positionnant comme sources de savoirs originaux, que la Côte d'Ivoire pourra véritablement faire de sa richesse linguistique un levier de développement inclusif et durable.

Liste des références bibliographiques

Adopo, A. A. (2021). Crise du bon usage du français chez les apprenants en Côte d'Ivoire. *Liens Nouvelle Série*, 2(31), 129-146.

Boutin, B. A. & Kouadio, N. J. (2013). Citoyenneté et politique linguistique en Côte d'Ivoire. *Revue française de linguistique appliquée*, 18(2), 121-133.

Chevassu, J.-M. (1997). Le modèle ivoirien et les obstacles à l'émergence de la petite et moyenne industrie (PMI). L. Houedanou.

Delafosse, M. (1904). Vocabulaires comparatifs de plus de 60 langues ou parlés à la Côte d'Ivoire et dans les régions limitrophes avec des notes linguistiques et ethnologiques, une bibliographie et une carte. Ernest Leroux.

Direction générale du Trésor. (2024, 16 décembre). Relations bilatérales-Côte d'Ivoire. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI/rerelations-bilaterales>.

Elmontessori. (2024). Le plurilinguisme. Consulté le 01.06.2024. <https://eimontessori-juan.com/pages/le-plurilinguisme>.

García Yebra, V. (1985). Traducción y enriquecimiento de la lengua del traductor. Real Academia Española.

Kotchy, B. (1993). Culture africaine et entreprise moderne. *Questions actuelles*, (1).

Kouadio, N. J. (2001). École et langues nationales en Côte d'Ivoire : dispositions légales et recherches. In R. Chaudenson & L.-J. Calvet, *Les langues dans l'espace francophone : de la coexistence au partenariat*, pp177-203. L'Harmattan.

Kouamé, K. J.-M. (2012). La langue française dans tous les contours de la société ivoirienne. Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone.

Kube, S. (2005). La francophonie vécue en Côte d'Ivoire. L'Harmattan.

Lafage, S. (1996). La Côte d'Ivoire : une appropriation nationale du français ? In D. de Robillard & M. Beniamino, *Le Français dans l'espace francophone (Tome 2)*, pp.587-602. Champion.

Les langues en Côte d'Ivoire. (2024, 24 novembre). In Wikipédia.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_en_C%C3%B4te_d%27Ivoire.

N'zi, Y. J. D. & Dodo, J.-C. (2018). Les langues ivoiriennes dans les politiques linguistiques en Côte d'Ivoire : historique, état des lieux et perspectives pour une politique linguistique cohérente. *Revue du LTML (Laboratoire des Théories et Modèles Linguistiques)*, (15), 49-63.

Ouédraogo, B. (2014, 13 mars). « Le symbole », ce moyen de pression pour parler le français au primaire. *Le Messenger d'Afrique depuis Ouagadougou*. <https://lemessengerdafrique.mondoblog.org/2014/03/13/le-symbole-ce-moyen-de-pression-pour-parler-le-francais-au-primaire/>.

Taber, C. R. & Nida, E. A. (1971). La traduction : théorie et méthode. Alliance Biblique Universelle.

Türkiye Maarif Vakfı. (2024). Cours de langue turque. Consulté le 14.06.2024. <https://ci.ecolesmaarif.org/page/cours-de-langue-turque>.

Vahou, K. M. (2021). Regards sociolinguistiques sur la politique en faveur du français : entre déni et infraction linguistique. In N., Sorba, *Le français en Afrique. Regards sociolinguistiques*, pp.57-75, L'Harmattan.

Venuti, L. (1995). The Translator's Invisibility. A history of translation. Routledge.

Biographie de l'auteur
Dochienmè Mathieu Bamba est professeur de traductologie et de traduction à l'Université Félix Houphouët-Boigny, Département d'Études Hispaniques et Lusophones (Côte d'Ivoire).